

Critique de la présentation de la CGT du 17 septembre 2013 intitulée

« Le coût du capital et notre stratégie syndicale ».

Vincent Gouysse, le 16/11/2013 pour l'OCF

Dans sa présentation, la CGT remarque d'abord (pp. 3-4) que la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a reculé d'une dizaine de points durant la période 1983-1989 (de 73 à 64 % précisément), et se propose de ramener la part des salaires à son « niveau d'il y a trente ans » pour obtenir des retombées positives sur l'emploi » ainsi que « les caisses de l'Etat et de la Sécurité sociale ». Ce que la CGT se garde bien de commenter, c'est le fait que la remontée de la part des salaires dans la valeur ajoutée d'un peu plus de 63 % à près de 67 % durant la période 2007-2012 s'est effectuée sans que cela ne profite le moins du monde au niveau des salaires ou à l'emploi...

La CGT oppose ensuite la « gestion classique » à la « gestion financiarisée » des entreprises, la première faisant passer la distribution des dividendes en dernière position derrière l'emploi, les salaires et les investissements tandis que la seconde donne la primauté à la distribution des dividendes et subordonnent l'emploi, les salaires, les investissements et les délocalisations à la réalisation de cet objectif. (p. 5) La CGT définit le coût du capital comme la somme des intérêts versés aux créanciers et des dividendes versés aux propriétaires. (p. 6) Elle sous-entend en outre que les premiers seraient admissibles tandis que ce sont les seconds qui seraient la cause de tous nos malheurs...

En effet, elle montre ensuite que le montant des dividendes a été multiplié par vingt au cours des trois dernières décennies et que sa part dans la valeur ajoutée est passé de 13 à 30 % au cours de cette période. Les dividendes qui représentaient 7 % des salaires il y a trente ans en représentent aujourd'hui 34 %, soit près de cinq fois plus. (pp. 10-11)

Le constat semble simple et sans appel : « c'est bien le coût du capital » et non (sous-entendu) celui du travail – comme se plaisent à le répéter les médias et politiciens bourgeois –, « qui handicape notre économie », car contribuant à affaiblir « l'investissement productif », à faire reculer « l'emploi industriel », les dépenses de formation et de R&D, avec à la clef un « chômage massif », le « développement de la pauvreté » et la « hausse des inégalités sociales ». (pp. 9-16 ; 23) La CGT en donne ensuite quelques exemples concrets : baisse des pensions réelles des retraités (c'est-à-dire compte tenu de l'inflation), hausse du nombre de ménages surendettés, augmentation du taux de pauvreté. (pp. 18-21)

Au cours de la dernière décennie, ajoute la CGT, « la fortune des 500 français les plus riches a plus que quadruplé, alors que le PIB, lui, n'a que doublé », ainsi, 1/10^e de la richesse est détenue par 1/100 000^e de la population. (p. 20) Certes, mais la CGT sous-entend-elle par là que seules 500 familles de capitalistes sont responsables des malheurs de la France ?

La CGT insiste ensuite lourdement à l'aide de graphiques sur la hausse des dividendes au cours des trois dernières décennies. Ces graphes ne permettent cependant pas de montrer une corrélation entre une hausse des dividendes et une baisse des investissements (p. 25) C'est en effet la part des salaires qui en a pâtit... Pour la CGT ce qu'il faut c'est « **établir un autre partage des richesses** ». (p. 33)

Pour elle le « problème » vient non pas des fondements du capitalisme que sont l'esclavage salarié et la production marchande qui ne sont d'ailleurs évoqués à aucun moment, mais d'« **un mode de gestion des entreprises** » particulier, c'est-à-dire celui désigné plus haut comme « libéral », qui « favorise la rentabilité et la financiarisation de l'économie » au détriment du travail considéré « comme un coût qu'il faut réduire ». (pp . 34-35)

La CGT se contente ainsi, comme Marx le reprochait d'ailleurs aux économistes bourgeois de traiter de la distribution des richesses indépendamment du mode de production et clame haut et fort qu'il est possible de réaliser ces objectifs... sans abattre le capitalisme, mais seulement en faisant une meilleure utilisation des outils fiscaux bourgeois, par exemple revenir sur une partie des « exonérations de cotisations sociales patronales » et durcir la lutte contre la « fraude fiscale » ! (pp . 39-44), afin de « mettre à contribution les actionnaires ». (p. 45)

Sans aucun doute, les actionnaires accueilleraient ce programme avec un enthousiasme débordant et seraient ravis de participer au redressement de la nation en sacrifiant une fraction de leurs profits ! Et tout cela le plus pacifiquement et le plus démocratiquement du monde !...

Mais trêve de plaisanterie, que dire d'autre sinon que la CGT nous donne ici un bien piètre cours d'économie bourgeoise ?!

Pourquoi si mauvais ?

Parce qu'à aucun moment le torchon concocté par la CGT ne va jusqu'au bout de la logique bourgeoise dont il accepte pourtant les fondement – l'exploitation du travail salarié. A aucun moment, la CGT n'évoque en effet la concurrence livrée par les autres pays bourgeois. Celle-ci se chargerait en effet aussitôt d'anéantir les "bienfaits" de ses réformes en anéantissant les débouchés internationaux des entreprises exportatrices françaises dont la compétitivité s'en trouverait laminée.

En vérité, la CGT regrette la période révolue il y a maintenant trois décennies au cours de laquelle la large entente inter-impérialiste occidentale dominante s'était partagée l'essentiel du marché international. La concurrence était alors "limitée" entre pays "civilisés" industriels, et chacun d'entre eux veillait à garder l'essentiel de son tissu industriel sur son sol, et laissant aux pays semi-coloniaux la production de matières premières et de quelques produits industriels semi-ouvrés. Puis sont venues les premières délocalisations massives de branches entières de l'industrie anglo-saxonne en Asie du sud-est. Le social-impérialisme soviétique et ses satellites s'en sont certes trouvés laminés, incapables de résister à la force de frappe de cette concurrence à bas coût.

Mais les trois dernières décennies ont vue cette division internationale du travail se lézarder, car un de ces pays atelier n'était pas un pays semi-colonial, c'est-à-dire un pays dont les élites bourgeoises leur étaient soumises, et la situation leur a échappé. Au cours des deux dernières décennies en particulier, l'émergence de l'impérialisme chinois, qui a su habilement s'engouffrer dans cette brèche, n'a cessé de briser toujours plus profondément le monopole industriel et technologique des puissances impérialistes dominantes. Or c'est ce monopole qui a longtemps permis à ces pays d'importer des matières premières à bas coûts en provenance des pays semi-coloniaux, de les transformer sur leur sol et a ainsi permis de financer les "acquis sociaux" devenus aujourd'hui un luxe.

Face à une concurrence internationale de plus en plus féroce, non seulement face à l'impérialisme chinois, mais aussi face à d'autres puissances impérialistes "alliées" comme l'Allemagne, ce luxe est devenu bien superflu, et la crise économique contemporaine a même révélé qu'il était devenu un handicap beaucoup trop lourd à assumer pour les finances publiques lourdement grevées et sur lesquelles bien peu d'investisseurs bourgeois avisés se risqueraient encore à risquer un kopeck – du moins sur le long terme.

Ces chaînes dorées de l'esclavage salarié (éducation, sécurité sociale, retraites, etc.) dont a bénéficié pendant près d'un demi siècle le prolétariat des pays impérialistes dominants sont devenues un fardeau dont cherchent aujourd'hui à se débarrasser les élites bourgeoises qui les avaient accordé **parce que c'était alors leur intérêt**, de la même façon que c'est aujourd'hui la grande bourgeoisie chinoise qui décide d'utiliser une fraction des gains de productivités de la dernière décennie pour accorder des augmentations salariales massives au prolétariat chinois en vue d'augmenter la consommation intérieure et donc de soutenir la croissance économique à un moment où ses marchés d'exportations "traditionnels" vers l'UE, le Japon et les USA sont en sursis.

En dépit de hausse annuelles à deux chiffres, l'impérialisme chinois ne prend qu'un risque limité, car le salaire minimum dans les grandes métropoles du pays reste très compétitif face à ceux de nombre de pays impérialistes en déclin et la montée en gamme de son industrie se poursuit à un rythme rapide dans les principaux secteurs de pointe comme l'aéronautique, l'aérospatiale, l'énergie, l'informatique, etc.

Il n'en va pas de même pour les pays impérialistes en déclin qui sont sur la pente descendante, et où la bourgeoisie est parfois confrontée à une baisse absolue de ses profits. Ainsi le montant des dividendes versés en France durant la période 2009-2012 n'a toujours pas retrouvé son niveau de 2008. (pp. 29 et 46)

Dans ces conditions, il est "naturel" que les élites bourgeoises en difficulté intiment à leurs esclaves l'ordre de se serrer la ceinture pour qu'elles puissent voir leurs comptes revenir au vert. Pourquoi ? En vue naturellement de continuer à investir ailleurs, afin de prendre une part, même minoritaire, sur des marchés jugés prometteurs et pleins d'avenir, comme peut l'être le marché intérieur chinois. Investir ici ? Mais pourquoi s'obstiner à investir dans des industries à priori condamnées par l'exacerbation de la concurrence internationale ?

Seuls les travailleurs, en renversant le capitalisme et en anéantissant la concurrence, peuvent replacer la satisfaction de leurs besoins matériels et culturels au centre des préoccupations et en faire la finalité première de l'économie. Mais cela n'est possible que sous le socialisme, et de cela, le papier de la CGT n'en dit mot ! Au contraire, la CGT joue sans le dire sur la fibre du "patriotisme économique" (bourgeois) qui permettrait à un parti social chauvin réactionnaire comme le Front national d'adopter une grande partie de son programme économique face au grand capital "financier" "apatride".

Comme tous les petit-bourgeois qui n'ont rien compris et ne veulent pas comprendre les mécanismes économiques fondamentaux qui régissent le capitalisme, le papier de la CGT nous refait le coup du combat entre le "bon capital industriel" contre le "mauvais capital financier".

Ce mauvais remake de l'opposition entre le "mauvais et le bon flic" vise uniquement, est-il besoin de le préciser, à duper les travailleurs et à les empêcher de comprendre que non seulement que le capitalisme n'est pas réformable (et ne l'a jamais été !), mais que son joug va devenir de plus en plus insupportable pour la grande masse des travailleurs exploités auxquels on en demandera toujours plus avec l'inévitable poursuite et aggravation de la composition économique des pays impérialistes en déclin.

Comme on le voit, la présentation de la CGT pue (et nous sommes polis !) le réformisme bourgeois à plein nez, et ce à un moment où nos élites bourgeoises, mises au pied du mur par la concurrence croissante livrée par l'impérialisme chinois à nos dernières branches d'industries les plus technologiques, **sont déterminées à ne rien céder et même à en reprendre le maximum**, afin de tenter de repousser l'échéance fatidique d'un déclassé comme en a connu le social-impérialisme soviétique il y a deux décennies.

Dans ce contexte d'offensive général du Capital contre les travailleurs, la CGT mystifie les travailleurs et continue de prôner leur soumission la plus complète vis à vis d'un mythologique capital « classique », dont la mécanique est sous-entendue vertueuse, à un vilain capital « financiarisé » qui sacrifie tout sur l'autel du profit immédiat à court terme.

Que la CGT soit tombée aussi bas dans la collaboration de classe ne doit pas nous surprendre, elle est en effet parfaitement fidèle à la ligne du pseudo Parti "communiste" français qui a également sans retour rompu avec les dernières bribes de phraséologie marxiste dans lesquelles il se drapait il y a encore quelques décennies pour masquer sa complète trahison des intérêts de la classe ouvrière et sa soumission aux hommes de paille de la bourgeoisie à une époque de relative prospérité économique. Mais ce "temps béni" est bel et bien révolu avec la crise économique structurelle actuelle qui fête aujourd'hui son cinquième anniversaire.

Affirmer le contraire et en faire le but ultime de sa « stratégie syndicale » relève de la plus grande escroquerie et aucun spécialiste bourgeois censé ne parle d'ailleurs aujourd'hui d'autre langage que celui de la "rigueur budgétaire" et des "nécessaires sacrifices" présents... et futurs !

Plutôt que de pondre des graphiques pour tenter de justifier ses lubies réformistes démodées, la CGT aurait mieux fait de rééditer des ouvrages de Marx comme *Salaire, prix et profit* ou *Travail salarié et capital...* **Ces fascicules auraient en effet appris mille fois plus aux travailleurs sur les mécanismes fondamentaux du capitalisme, à l'instar de la relation inconciliable entre travail et capital, des méfaits de la propriété privée et de la concurrence, etc., que cette présentation CGTiste aussi moderne dans sa forme, que surannée, dépassée et mystificatrice dans son contenu.**

Mais à leur décharge, le but des syndicats jaunes n'est il est vrai pas de défendre les intérêts des travailleurs et de leur apprendre à se battre contre leur ennemi de classe, mais au contraire de les désarmer idéologiquement pour les soumettre à l'idéologie (petite-) bourgeoise dominante et ainsi d'éloigner le spectre de la révolution sociale en cette trouble et dangereuse période de crise économique que traverse aujourd'hui le système mondial de l'impérialisme.



Cliquez ici pour télécharger [Travail salarié et Capital](#) ainsi que [Salaire, prix et profit](#).